



HOP!

AIRFRANCE



**OFFRE EXCEPTIONNELLE SUR
LA CARTE D'ABONNEMENT
FRANCE - EUROPE - AFRIQUE DU NORD**

Déni de réalités budgétaires

Pourquoi une telle perte de confiance dans la politique

À force de leur répéter qu'ils peuvent payer moins d'impôts tout en bénéficiant de plus de services publics et de prestations sociales, les Français ont fini par y croire



© Mahoudeau Clement-POOL/SIPA



Mécomptes publics, François Ecalle

Beaucoup de Français n'ont plus confiance dans les partis politiques. Ce n'est pas surprenant quand on regarde les résultats de la plus importante des élections, celle du président de la République.



rigueur. Jacques Chirac est élu en mai 1995 pour réduire la "fracture sociale" et le plan Juppé de redressement des finances publiques est lancé en novembre. Nicolas Sarkozy est élu en 2007 après avoir promis une forte baisse des prélèvements obligatoires mais doit les augmenter à partir de 2010. François Hollande est élu en 2012 pour mettre en œuvre un programme social financé par la suppression de cadeaux fiscaux accordés aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises, mais il augmente fortement les prélèvements obligatoires sur une grande partie des ménages et des entreprises en 2013.

L'histoire est toujours la même. Les candidats à l'élection présidentielle rivalisent de promesses irréalistes mais, une fois arrivés au pouvoir, ils sont bien obligés de tenir compte des contraintes budgétaires. Ils ne tiennent donc pas leurs promesses et font même souvent le contraire de ce qu'ils ont annoncé.

"L'histoire est toujours la même. Les candidats à l'élection présidentielle rivalisent de promesses irréalistes mais, une fois arrivés au pouvoir, ils sont bien obligés de tenir compte des contraintes budgétaires"

Ces contraintes budgétaires étaient plus fortes avant la création de la zone euro. En 1983, la France a dû abandonner sa politique de relance parce que seule l'Arabie saoudite acceptait de lui prêter les dollars nécessaires pour payer ses importations. Aujourd'hui, aucun pays de la zone euro n'est sanctionné parce qu'il n'en respecte pas les règles budgétaires, et la France emprunte sans difficulté sur les marchés financiers. Les nouveaux élus découvrent toutefois en arrivant au pouvoir – ou font semblant de découvrir – que cela ne peut pas durer indéfiniment et qu'on prend des risques excessifs en laissant filer la dette publique.

Indispensable mais illusoire langage de vérité

En 2017, le programme d'Emmanuel Macron était le plus réaliste sur le plan budgétaire, mais il comportait inévitablement des baisses d'impôts précises et des économies très vagues pour gagner l'élection. Les contraintes budgétaires l'ont conduit à reporter certaines baisses d'impôts et à réaliser des économies que les Français n'avaient pas anticipées, comme la désindexation ponctuelle et partielle des retraites. En conséquence, une majorité de Français semble éprouver de la compréhension pour les gilets jaunes.

"Pour retrouver la confiance des Français, il faudrait que les partis politiques leur tiennent un langage de vérité, mais on peut craindre qu'il soit trop tard"

Pour retrouver la confiance des Français, il faudrait que les partis politiques leur tiennent un langage de vérité, mais on peut craindre qu'il soit trop tard. À force de leur répéter qu'ils peuvent payer moins d'impôts tout en bénéficiant de plus de services publics et de prestations sociales, les Français ont fini par y croire. Ils vont donc demander moins d'impôts et plus de services publics et de prestations au gouvernement dans leurs contributions au grand débat national, et les partis d'opposition les soutiendront.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

